

Sur le problème palestinien

• <i>Introduction :</i>	<i>page 1</i>
•	
<i>Lettre de J L M à L'Ouvrier : « C'est trop facile de comparer Sharon à Arafat »</i>	<i>page 1</i>
• <i>Réponse à J L M : « ils refusent tous les deux une solution internationaliste »</i>	<i>page 2</i>
•	
<i>Lettre de « Celia » à L'Ouvrier :</i>	
<i>« Chaque israélien est un colon, un occupant, un ennemi »</i>	<i>page 4</i>
• <i>Réponse de L'Ouvrier à « Celia » :</i>	
<i>« Dans chaque camp, il y a des clivages internes »</i>	<i>page 5</i>
• <i>Le problème du Moyen-Orient et la situation des idées révolutionnaires :</i>	<i>page 7</i>

Introduction :

Ce deuxième numéro du Bulletin du militant est consacré au Moyen-Orient et au conflit israélo-palestinien. Suite à la parution de L'Ouvrier daté du 14 avril 2002, nous avons reçu coup sur coup deux lettres exprimant un désaccord politique. (à noter que l'une d'elles provient d'un groupe que nous ne connaissons pas, qui s'intitule « Celia » (BP 6 75462 Paris cedex 10). Ce sont ces lettres, suivies chacune de notre réponse, que nous publions ici.

Nous y ajoutons une réflexion sur les raisons qui peuvent expliquer ce soudain intérêt pour notre politique, alors que nous ne recevons guère de critiques sur bien d'autres sujets. En fait, c'est bien le recul général des idées révolutionnaires qui semble expliquer que la mode est à soutenir le mouvement palestinien avec ses pires défauts, en s'interdisant toute critique communiste.

Si le lecteur veut en faire l'effort, il pourra lire ou relire en introduction les deux numéros de L'Ouvrier parus à ce sujet et à cette période : celui daté du 1^{er} avril « *Palestine, la véritable histoire des peuples* », et celui donc du 14 avril, « *Israël, les dirigeants ennemis des peuples* », qui nous a valu ces courriers.

*

Lettre de J L M à L'Ouvrier :

le 22-4-2002, Camarades,

J'ai été très déçu par le dernier papier de « L'Ouvrier », daté du 14-4-2002. C'est vraiment trop facile de comparer Ariel Sharon à Yasser Arafat. C'est faire abstraction de la puissance d'Israël –pays oppresseur- face aux Palestiniens qui n'ont que des pierres et des fusils. Il est de bon ton de dire que le fait de critiquer le sionisme c'est faire de l'antisémitisme.

Je ne suis pas pour les attentats qui tuent en l'occurrence des victimes civiles. C'est oublier que pendant la 2^e guerre mondiale, les résistants français ont été obligés de pratiquer de la même manière vis-à-vis des occupants, les nazis.

De plus, croire que les dirigeants des états arabes soutiennent les palestiniens, c'est vraiment bien méconnaître le problème des territoires occupés. On ne peut pas dire que les palestiniens soient vraiment aidés par les dirigeants de ces états.

Si les attentats en Israël ont fait 150 morts –de trop c'est sûr- qu'est-ce à côté de ce que subit la population palest-nienne par les colons fascistes et l'armée israélienne –une des plus puissantes du monde : arrestation et torture des jeunes, destruction des cultures et des logis palestiniens, etc... la liste est bien longue.

De plus, vous demandez pourquoi Arafat ne prend pas les juifs qui soutiennent les droits du peuple palestinien. Il serait bien en peine de le faire, vu sa situation permanente d'assiégé. On en vient à la chose incroyable et aberrante de croire que c'est les palestiniens et non pas les sionistes les agresseurs.

C'est un peu facilement oublier l'action de ces mêmes sionistes sur le territoire français : attaques à plusieurs reprises des locaux du MRAP, agression d'un journaliste de Libération, attaque de la librairie « Envie de lire » à Ivry, le tout effectué par des membres du Betar qui n'a rien à envier au DPS du Front National.

De plus, je n'ai pas vu de membres de l'Ouvrier venir soutenir les gens de la librairie « Envie de lire » lors du rassemblement le mardi 26-3-2002, tout au moins à ma connaissance. Peut-être le goût du secret les en a empêchés.

Aussi, si vous considérez les ouvriers et le peuple palestinien comme quantité négligeable, je pense qu'il vaut mieux ne plus m'envoyer votre bulletin.

J L M, Vitry sur Seine

*

Réponse à J L M :

non camarade,

« les résistants français » comme tu dis, n'ont pas tous fait le choix de s'en prendre à n'importe quel allemand, que tu qualifie indifféremment de « nazis » dans ta lettre. J'en connais qui ont choisi de frapper sur les hauts responsables des SS, et c'est donc la preuve que c'était possible. Il y a aussi des cas où des soldats allemands ont voulu passer dans l'autre camp.

Malheureusement, ce soldat est mort, flingué pour trahison ou désertion par les siens, parce qu'il ne s'est trouvé personne en France, pas même le parti dit communiste, pour avoir une politique pour lui. C'était du pur nationalisme, à chacun son boche.

On ne refait pas l'histoire, mais s'il s'était trouvé des militants assez forts pour qu'une autre politique puisse être présente, l'issue de cette guerre, qui a été la victoire de la bourgeoisie, quand même, aurait pu être autre. Car la situation était autrement révolutionnaire que de nos jours, en Europe, après des années de souffrance.

Eh bien, il y a un peu le même problème maintenant, au Moyen-Orient. On peut aboutir à une soi-disant « paix » (qui est au bas mot une guerre économique pour les pauvres) sur la base du nationalisme. C'est le droit du peuple palestinien, nous l'écrivions dans le précédent Ouvrier, en conclusion.

Mais nous sommes, nous, convaincus, que c'est loin d'être une solution satisfaisante pour les pauvres palestiniens. Un peu comme la fin de l'apartheid en Afrique du sud, ou celle de la ségrégation sociale dans les Etats du sud des USA, cela n'a pas changé l'exploitation fondamentale des noirs.

Alors, le courant actuel est dans une belle unanimité hypocrite pour être du côté des palestiniens. Y compris maintenant l'Union européenne... Pour tous ces gens-là, l'instauration d'un Etat, c'est aussi la garantie que l'exploitation continuera.

A L'Ouvrier, nous souhaiterions autre chose. Et on nous permettra au moins de le dire, à contre-courant, c'est vrai. Alors, ce n'est pas si facile à expliquer, Mais ce n'est pas une raison pour caricaturer. Nous ne mettons pas à égalité Arafat et Sharon, mais nous essayons de montrer en quoi ils sont identiques sur un point : l'attitude vis-à-vis du nationalisme, le refus de tous les deux d'approcher d'une solution internationaliste pour les peuples.

Ca fait des années que Arafat n'en veut pas. Ca ne date pas de son enfermement actuel. Tu parles d'une situation « permanente d'assiégé », c'est faux. Et ca fait des années qu'il y a en Israël, avec des hauts et des bas, un courant qui est sensible à cette idée. Services secrets d'Arafat et israéliennes sont de très grands copains, qui ont été capables de s'entretenir à certains moments, mais de collaborer à d'autres aussi. Et Arafat n'en a pas profité alors pour que ses militants s'adressent vers cette fraction de population israélienne ; Pourtant, mille Israéliens qui se retournent contre leur propre gouvernement, cela vaut des dizaines et des dizaines de kamikazes en termes d'efficacité. Mais sans doute Arafat se fout de ces vies aussi, en bon dirigeant de peuple.

Même enfermé, Arafat pourrait faire un discours par radio qui dise autre chose que son éternel nationalisme ; jamais il ne met ensemble les pauvres de la région, juifs et arabes (et pas seulement palestiniens d'ailleurs ; car il ne faudrait pas oublier ces dizaines de millions de pauvres des pays arabes, et dont personne ne parle, Arafat non plus)

Pourquoi nous dis-tu que « croire que les dirigeants des Etats arabes soutiennent les palestiniens, c'est les méconnaître ». Nous pensons et disons le contraire. On explique dans cet Ouvrier qui te « déçoit » qu'ils sont des dictateurs, et qu'ils jouent de la situation pour garder le pouvoir. Est-ce que ça n'est pas vrai ?

Pour en revenir au problème que tu poses, moi, je ne fais que me mettre dans la peau du palestinien lambda qui lutte aujourd'hui face à la « puissance d'Israël », qui ne m'avait pas échappé, rassure-toi, et il faudrait à ce moment ajouter celle de l'impérialisme américain au moins, et de certains pays arabes aussi. J'essaye de me mettre dans la peau du combattant et du militant palestinien qui veut aller un peu plus loin. Qui sait qu'il y a des palestiniens riches, des hommes d'affaires, qui vivent assez bien, dans les capitales de la région, et qui n'attendent que ça, la création d'un Etat.

Et je sais que, du moins à certains moments, des militants palestiniens, ont essayé de se battre pour autre chose (voir la première période politique de Hawatmeh, et le FDPLP, qui visaient au moins à unir les masses arabes avec la cause palestinienne ; mais Arafat l'a emporté)

Et en me mettant dans cette peau-là en particulier, je me dis que ce doit être bien plus difficile pour ce palestinien-là de lutter, de se faire entendre. Car il doit avoir tous les appareils de toutes les organisations actuelles palestiniennes contre lui, qui le traitent de traître, voire veulent sa peau. J'en conclus donc que mon devoir, c'est de le soutenir, lui en premier, d'autant que personne, ici non plus ne le soutient. Voilà le fond de ma pensée, camarade.

De toute façon, tout ceci peut être discuté. Et peut-être me ferais-tu changer d'avis ? car c'est en discutant, et je ne crois pas en se tournant le dos, qu'on fera avancer les choses.

GS

Paris, le 29 avril 2002

PS. Malheureusement, la sincérité de cette discussion politique me semble un peu ombragée par la seconde partie de ta lettre, et par ton attaque contre les « membres de L'Ouvrier » qui n'auraient pas soutenu la Librairie Envie de lire. Personnellement, j'ai milité contre cette agression, auprès de

gens qui en ignorent tout, ou qui n'y comprenaient rien, et je n'accepte donc pas ton accusation gratuite.

L'Ouvrier a-t-il été sollicité pour une action ? je n'en sais rien. Mais mon avis c'est que chacun fait ce qu'il peut. Toi-même, en tant que lecteur depuis des années, tu pouvais tout aussi bien te considérer comme un représentant de L'Ouvrier, comme d'autres camarades ou sympathisants. L'Ouvrier a dû t'écrire il n'y a pas bien longtemps qu'il a failli ne plus exister, avant de reprendre un minimum. Et toi, tu viens là-dessus dire qu'on « considère les ouvriers comme quantité négligeable ».

Mais sans doute as-tu ajouté cette seconde partie à ta lettre pour qu'on sache que le fond de l'affaire n'est en fait pas en Palestine, mais bien ici, dans ce pays gavé de richesses, où il est si facile de militer comme bon semble à chacun ; du côté des ex de L'Ouvrier, je parierai. Quant au « goût du secret », tu as failli me faire rire, si tu savais !

*

Lettre de « Celia » à L'Ouvrier :

Paris, le 19 avril 2002

Camarades,

Nous recevons régulièrement et apprécions votre bulletin. Nous sommes en général d'accord, sauf dans le numéro daté du 14 avril à propos de la nature des Israéliens victimes des attentats-suicides.

D'abord, précisons tout de suite que nous ne sommes pas partisans d'attentats contre les civils ni des attentats « suicides » car plus on préserve nos propres forces, mieux c'est. La vie de chaque communiste, de chaque révolutionnaire, de chaque ouvrier est bien trop précieuse pour ne pas les sacrifier quand on peut agir autrement. Nous saluons dles actions telle celle de ce Fedayin qui a tué 6 ou 7 sionistes soldats à un check-point et est revenu vivant de cette opération militaire.

Ceci dit, il faut bien voir qu'en Israël, il n'y a pas d'Israélien « ordinaire » c'est-à-dire qu'un civil israélien ressemblerait à un civil français, par exemple. Pour toute personne qui connaît bien la société israélienne ou y a vécu, il est clair qu'on a à faire là-bas à un « peuple en armes ». Pas au sens marxiste du terme, puisque ces armes servent à opprimer un autre peuple, mais chaque civil de plus de 18 ans là-bas est armé. Il n'y a qu'à voir les images des actualités : tout un chacun civil ou non se ballade armé de fusils M-16 ou de revolver, pour aller au boulot, faire ses courses, etc. De plus, tous les adultes israéliens sont réservistes et mobilisables à tout moment.

Et cela ne date pas des attentats suicides. Barush Goldstein, un civil, était armé jusqu'aux dents et a effectué son massacre à Jérusalem il y a de cela dix ans au moins. Le moindre civil peut tirer (et ne s'en prive pas) sur le moindre civil Palestinien qui lui déplaît.

Aussi, il ne faut pas tomber dans les mensonges des médias. Nombre d'attentats ne visent pas « d'innocents et ordinaires civils ». Ainsi, le dernier en date contre un bus a fait sur 8 morts Israéliens 6 victimes militaires. Les soldats sont partout. Ils ne sont pas cantonnés aux transports de troupe. Donc non seulement les civils armés pullulent, mais en plus les soldats en uniforme ou non sont au milieu des « civils ».

Enfin, ce n'est pas une lutte de classes pour la Révolution socialiste. C'est une lutte de libération nationale contre le colonialisme. Chaque israélien est un colon qui de fait est un occupant et donc un ennemi. Quand on sait que 70% des Israéliens soutiennent Sharon, il est difficile après d'aller faire la leçon aux Palestiniens en leur disant que ce n'est pas « bien » de tuer des civils « ordinaires », colons racistes, fascistes et surarmés.

Donc il n'y a pas eu en mars 150 morts civils « ordinaires ». Sûr que parmi ces 150, il y a eu des « innocents » (et encore, les enfants de moins de 10/15 ans, pas les plus de 16 ans

qui savent très bien pourquoi ils sont en Palestine et professent la haine des Palestiniens) mais la majorité sont « coupables ».

A noter que nous n'aimons pas trop ces notions d'innocence et de culpabilité qui renvoient aux critères judéo-chrétiens. Il y a une politique colonialiste et des gens qui la soutiennent d'une part, une lutte anticolonialiste de libération nationale d'autre part. Notre camp est ce dernier. C'est une guerre. Aucune guerre n'est parfaite, même les guerres justes.

Seule une Palestine socialiste débarrassée des religions, du colonialisme, du racisme et de l'impérialisme pourra assurer paix et prospérité à ses habitants, quels qu'ils soient. Aujourd'hui, des massacres comme à Jénine justifient tout acte de Résistance contre ceux qui les ont commis et ceux qui les soutiennent, y compris par leur inertie. Quand on ne s'oppose pas à une politique criminelle, on en est complice.

Voilà. C'est avec intérêt que nous attendons votre avis.

Salutations communistes !

CELIA

*

Réponse de L'Ouvrier à « Celia » :

Paris, le 12 mai 2002

Camarades,

Nous avons lu attentivement votre courrier en date du 19 avril 2002, qui fait suite à notre Ouvrier du 14 avril.

Une partie de votre critique est due à une mauvaise lecture de notre texte. Nous n'avions, nous, parlé ni « d'innocents », ni de « coupables ». Tout simplement parce que ce ne sont pas nos manières de voir. Chaque peuple est responsable de ce qu'il fait ou pas. Et, même si c'est hélas un peu symbolique, c'est aux peuples, que nous nous adressons.

Nous avons parlé d'Israéliens ordinaires, par opposition avec ceux qui gouvernent, et avec également l'appareil militaire. Et cette distinction, oui, nous pensons qu'elle existe, aussi bien en Israël qu'ailleurs. Alors, la correction voudrait que vous ne mettiez pas tous ces guillemets qui laissent à entendre que vous nous citez sur les mots « coupables », « innocents », « innocents et ordinaires civils », ou encore « ce n'est pas bien ».

Bien entendu, l'état de guerre permanent sous lequel vit ce pays conduit inévitablement à ce que la fraction de la population qui se trouve mobilisée, que ce soit en civil ou en uniforme (encore une distinction que nous ne faisons pas) est proportionnellement plus importante que dans un pays en « paix » comme la France.

Mais affirmer pour autant que toute la population adulte est un bloc uni à considérer comme tel, est d'abord objectivement faux, et ensuite ne peut conduire qu'à une position : il faudrait jeter, comme le disent les dictateurs arabes, tout Israël à la mer.

Le problème palestinien ne date pas de Jénine. Et si on regarde les choses avec un petit peu de recul, on ne peut pas ne pas voir qu'il y a toujours eu en Israël une fraction de la population qui est opposée à cette solution imposée par les gouvernants d'un état de guerre chronique. Faut-il rappeler que dans le cas de la guerre du Liban, c'est même l'opposition de cette population qui a imposé le retrait des troupes israéliennes (sauf dans le sud Liban) et la fin de la guerre.

Et si on sait que cette population-là existe, même si son expression est à certains moments minoritaire, la moindre des choses quand on s'intéresse à l'avenir politique de cette

région, est de la soutenir, voire de chercher à trouver les moyens par lesquels son opposition peut servir la cause du premier problème de la région, la spoliation des pauvres palestiniens.

Vous allez un peu vite en écrivant que 70% des Israéliens soutiennent Sharon. Déjà, ce chiffre peut être lu de la manière suivante : 30% de le soutiennent pas ! Et puis, c'est un chiffre relevé à un moment donné, une photographie (à supposer qu'elle ne soit pas un peu trafiquée) et non un film. Il vaut autant que les 82% de Chirac. Il ne faut jamais cesser d'oublier l'évolution, c'est-à-dire quelle était la situation avant. Or, juste avant le déclenchement de l'opération de ratissage de la Cisjordanie par Tsahal, ce chiffre était de 40%, et ne cessait de baisser, amenant le pays tout droit à une crise politique

Cette dernière guerre est donc aussi une opération interne de maintien au pouvoir pour Sharon et sa clique militariste. Et là aussi, il nous faut comprendre et imaginer ce que peuvent être les conditions, lorsqu'on en est en guerre effective, pour des opposants à cette guerre. Tout militant sait bien que lorsqu'on est ainsi contre le courant, sa voix n'est pas publiée, l'on apparaît plus faible que jamais, voire inexistant, et que le courant majoritaire tient à se présenter comme exclusif, seul présent. Même lorsqu'il s'est agi de voter pour Chirac ces jours-ci, on a vu la violence des termes contre ceux qui osaient ne pas reprendre cette position.

Or, le passé nous dit qu'existent ces opposants, ne serait-ce que parmi la population arabe israélienne dont vous ne devez pas ignorer l'importance, mais aussi parmi la population juive ou d'origine juive. Alors, nous ne sommes pas d'accord avec une politique qui, par ses attentats aveugles, met un trait d'égalité entre les manifestants de La Paix maintenant (ils étaient 50 000 hier à Tel Aviv) et le colon qui sait ce qu'il fait, qui a une idéologie derrière, ou le ministre qui décide d'une politique, et qui dispose de tout un Etat pour la faire appliquer..

Rappelons qu'il y a, dans la mouvance palestinienne elle-même, des gens qui pensent plus ou moins comme nous sur ce plan. Et notamment, le FPLP actuel. C'est lui qui a eu pour cible celle fameuse d'un ministre israélien. Et il a réussi cet attentat politique. Et ce qui vous agréera, sans qu'il y ait l'aspect suicidaire.

Il ne vous aura pas échappé que ce sont justement ces militants-là qu'Arafat a accepté de donner à Israël, en échange de sa récente libération. Il y a une connivence de fait (voire plus) sur ce plan entre Sharon et Arafat : tous ensemble contre ceux qui font une différence entre peuple et dirigeants, et qui ne visent que les dirigeants.

Alors, les choses sont complexes au Moyen-Orient. Mais dans cette complexité, nous ne voulons pas effacer cette donne-là. Car elle est la garante de l'avenir que vous préconisez, tout comme nous : « une Palestine socialiste débarrassée des religions, du colonialisme, du racisme et de l'impérialisme ».

Encore une fois, c'est aux Israéliens opposants à la guerre, et qui se sentent du côté des Palestiniens que nous pensons. Et nous savons aussi que du côté Palestinien, il y a des militants qui voudraient d'une autre guerre contre Israël, et qui voudraient aussi que s'y associent les autres Arabes pauvres de la région. Or, ceux qui préconisaient cette politique-là (Hawatmeh du temps du FDPLP, par exemple), ont été rendus plus que minoritaires, parfois même liquidés, et continuent à l'être par un Arafat.

Pour finir, nous pensons qu'il faut être conscient, en France, d'un changement récent dans la politique de nos gouvernants sur ce problème. La France, et avec elle l'Union européenne général, sont, depuis le onze septembre, devenus les fers de lance d'un soutien ouvert à la cause palestinienne. Ils tentent de jouer leur carte, en opposition avec les Etats-Unis. C'est eux qui ont financé (dès avant le onze septembre) toutes les infrastructures de l'Autorité palestinienne. Mais cette attitude ouvertement affichée est nouvelle, et jusque-là, dans les comptes rendus des médias, chaque événement dans la région était présenté de manière soi-disant neutre, et en réalité, en favorisant largement le point de vue de l'Etat hébreu.

C'est ce changement qui a créé un courant d'opinion, fabriqué par les médias. Mais cela ne doit pas nous laisser entraîner par ce courant dominant dans l'opinion française actuelle : soutien inconditionnel aux combattants palestiniens, inconditionnel au point que l'on ne puisse pas discuter non plus les formes du combat. On peut soutenir la cause palestinienne, ce que nous faisons, mais cela ne doit pas exonérer notre réflexion.

La France et l'Union européenne, savent, eux que les Palestiniens ne sont pas seulement ces milliers de pauvres qui prennent tous les coups sous les yeux des caméras sans que qui que ce soit ne bronche réellement. Ils savent qu'il y a également une petite-bourgeoisie, une bourgeoisie (petite en nombre, mais réelle) , palestiniennes ; des hommes d'affaires qui font leur business dans les capitales arabes de la région, et qui verraient d'un très bon œil la mise en place, enfin, d'un Etat viable. C'est eux qui seraient les premiers gagnants. Et que feront-ils ? se sacrifieront-ils par nationalisme, donneront-ils leur chemise aux pauvres qui crèvent dans les camps, et n'ont pas les moyens, eux d'émigrer. On voit déjà que non. Ils aspirent à bénéficier du fric français, européen, bref ils aspirent à collaborer avec l'impérialisme.

Voilà, camarades, quelques indications sur ce qui articule notre réflexion. Dans chaque camp, il y a des clivages internes. Et c'est là que se situe la vraie lutte de classes, le seul moteur qui a une chance d'apporter une solution socialiste.

Salutations communistes,
L'Ouvrier

*

Le problème du Moyen-Orient et la situation des idées révolutionnaires :

Les réponses que nous avons apportées à nos deux lecteurs de L'Ouvrier n'épuisent pas le problème, bien sûr. Il est intéressant de noter que les rédacteurs des deux courriers commencent par nous dire tous les deux qu'ils sont contre les attentats contre des civils. Après quoi ils critiquent le fait que nous les dénoncions. Cela veut donc dire une chose : ils ne sont pas d'accord pour que l'on critique publiquement un moyen de lutte choisi par des opprimés.

Comme si le recul actuel des luttes des opprimés justifiait que l'on accepte telle quelles celles qui ont encore lieu, comme si l'on ne pouvait pas se permettre de faire des critiques, vue la situation de faiblesse de ces luttes dans le monde ; comme si la critique, la réflexion allait les affaiblir eux, et non les renforcer pour l'avenir.

A quoi bon avoir des idées, des principes, des positions, si dans la pratique, il faut les taire, et en soutenir d'autres. En réalité, cette attitude, qui se présente comme de bon sens, et réellement solidaire des luttes et des peuples, est la pire. Elle abandonne les peuples en des mains qui ne les représentent pas, à des dirigeants qui n'apporteront pas la solution à leurs détresses. Au fond, c'est une position défaitiste, pessimiste, qui ne croit pas en la capacité de réflexion, de création, de recherche, et d'élaboration pour les opprimés. On prend ce qui existe, parce qu'on ne croit pas que les peuples puissent faire mieux.

Mais le marxisme, c'est exactement l'attitude inverse. Et nos deux lecteurs ont beau se revendiquer du marxisme, ils l'abandonnent au fond. Autour des idées de Marx, des générations de militants ont au contraire créé de toutes pièces une vision complexe de la lutte de libération des peuples, malgré d'autres idées existant déjà et présentes à leur époque. Certains comptaient par exemple sur les luttes des brigands, des petits voleurs, et sur les révoltes des couches sociales déstructurées par le capitalisme, que Marx appelle lumpen-prolétariat, ou prolétariat en haillons. Si cette idée n'existe plus, ou pratiquement pas,

aujourd'hui, c'est le résultat de décennies d'efforts. car elle était tout à fait de mode du vivant de la Première Internationale.

Pour mieux se rassurer sur les chances de vaincre des Palestiniens, les signataires de « Celia » ont une vision que l'on retrouve un peu partout au sujet du conflit israélo-palestinien : ils le qualifient de colonialiste. Ce qualificatif sous-entend que, puisque les luttes anti-colonialistes ont vaincu, en leur temps, il en ira inmanquablement de celle-ci aussi. Et s'y ajoute l'idée que puisque tout le monde s'accorde pour admettre que les précédentes étaient justes, celle-là l'est également. Silence dans les rangs pour ceux qui veulent réfléchir et discuter.

Personnellement, je ne crois pas qu'il soit positif de caractériser cette lutte comme anti-coloniale. Cette caractérisation avait eu une certaine utilité en son temps. Entre 1945 et 1960, de l'Inde au Vietnam, de l'Algérie à Madagascar, elle a apporté l'idée d'une action solidaire, analogue en divers points du globe, contre une forme d'oppression, le colonialisme, qui en avait caractérisé des régions entières depuis les années 1880.

Mais aujourd'hui, ces luttes ont atteint leur objectif formel, les indépendances, à peu près partout. Et l'impérialisme a mis, depuis, en place de tout autres formes de domination et d'exploitation. L'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine (elle, lors d'une période historique précédente) décolonisées sont opprimées, exploitées, par le biais de la dette, par l'échange inégal, par l'inégalité du rapport de forces économique inhérent au système capitaliste, et par la mise à l'écart du marché pour certaines régions également. Parler de lutte coloniale pour la Palestine, c'est vouloir obliger le peuple palestinien à faire le même parcours, avec les mêmes réussites, mais aussi le même échec au bout. La lutte anti-coloniale seule, sans évolution généralisée vers la lutte sociale, a épargné le système capitaliste. Et si elle a obtenu l'indépendance politique, elle n'a pas empêché l'exploitation de perdurer, et de se renforcer.

Le devoir d'un révolutionnaire, de quelqu'un qui se dit au service de la population, c'est de tout dire de ce qui se sait. Et il faut dire cela aussi au peuple palestinien. Certes, il y a des côtés apparemment identiques à la colonisation dans la situation qui lui est faite. Mais il y en a d'autres qui méritent réflexion.

D'abord, le monde des possédants, lui, n'en est plus là. Le système colonial est maintenant totalement passé, y compris pour Israël. Certes, il a permis aux grandes puissances européennes, américaine, japonaise, que quelques pays relativement petits, dominant des régions immenses de la planète. Mais il a relativement vite explosé. Finalement, il n'a pas duré plus de 7 ou 8 décennies. Et le monde des possédants dispose d'un système de remplacement, la domination impérialiste, devenu maintenant un système à part entière. Avec le recul, il faudrait plutôt dire que le système colonial n'était qu'un emprunt au passé, en particulier au passé colonial des Espagnols et des Portugais ; et que le capitalisme moderne généralise l'installation de son système de domination spécifique, après l'usure du système colonial, au détour des années 1960.

Aujourd'hui, dire que le problème palestinien est d'ordre colonial peut-il apporter un sentiment de lutte commune et de solidarité avec les peuples du monde ? Ne faut-il pas souligner au contraire en quoi la Palestine subit une domination israélienne de même nature que l'Afrique, par exemple, subit une exploitation qui fait la force de la France, ou que l'Amérique latine la subit au profit des Etats-Unis ?

Certes, les Palestiniens ont un besoin vital d'alliés parmi les populations. Or justement ! Le système impérialiste, avec sa dette, ses échanges économiques inégaux, ses moyens militaires utilisés de manière à faire peur sans avoir à les utiliser partout, est devenu un système plus difficile à voir, à comprendre, à cerner, et à combattre. Il était assez simple de dénoncer une occupation militaire, la présence d'une administration, d'un drapeau étranger, d'une armée étrangère. Il est plus difficile de voir dans l'armée, l'Etat de son propre pays un relais de l'exploitation impérialiste.

Les peuples opprimés du monde ne voient plus, ou voient moins leurs liens entre eux. Parce que le système impérialiste actuel est plus difficile à cerner que le vieux système colonial. Mais également parce que peu de gens dénoncent ce système pour en réclamer l'abandon. Même le mouvement anti-mondialisation se contente de dénoncer certains aspects, pas le système en soi. Ils proposent de le réformer, ce que nous pensons impossible, pas de le combattre.

Ce n'est pas en agitant les anciens chiffons rouges de la lutte anti-coloniale que l'on règlera le problème. Les peuples retrouveront le sens de la solidarité lorsque chacun commencera à comprendre comment il est opprimé par l'impérialisme, et comment d'autres sont également opprimés par le même système, malgré des formes d'apparences différentes. Le mode de domination israélien, de ce point de vue, n'est qu'une variante de la domination globale impérialiste.

Et puis, rabâcher qu'Israël colonise la Palestine et les Palestiniens comme la France le faisait par exemple de l'Algérie, finit par empêcher de voir le côté, si l'on peut dire, novateur, du mode de domination de type israélien. Car Israël est aussi un laboratoire, et cet aspect compte sans doute pour beaucoup aux yeux de son grand protecteur américain.

Israël est d'un niveau et d'un mode de gouvernement tout à fait comparable à celui de l'Europe, du Japon ou des Etats-Unis, les trois seules régions « développées » du monde, mais c'est le seul pays de ce monde impérialiste dominant qui vit en guerre permanente depuis des décennies, et au contact direct avec les régions dominées, pauvres, en situation sociale régulièrement instables. De ce point de vue qu'Israël est un laboratoire unique.

Une population, une nation, y vit, et sert de cobaye. Comment faire accepter un état de guerre permanent à un peuple imprégné, habitué à la vie démocratique ? Comment gérer cette situation sans qu'elle échappe pour autant aux possédants ? Comment en particulier ne pas renouveler les situations qui, souvent dans le passé, ont fait passer des peuples de la guerre à la révolution (Commune de Paris, révolution allemande, révolution russe) ? Comment leurrer les masses de la région sur la complicité totale des dirigeants des deux soi-disant camps opposés, arabe et juif ? Comment à certains moments jouer d'un espoir de paix (tout en maintenant un état de guerre), en l'entretenant savamment durant des années, toujours pour faire accepter l'ordre en place ? Et lorsqu'il devient impossible de continuer à leurrer ainsi, comment faire basculer la situation, faire imposer aux masses un changement brutal, une nouvelle donne, avec cette fois l'espoir même sans solution, au travers de la guerre ouverte ?

Cela va jusqu'aux détails techniques d'une telle guerre : comment organiser le renseignement, l'armée elle-même, pour être capable d'envoyer un hélicoptère tuer d'un tir de missile, en pleine ville, des personnes du camp adverse, dans une automobile dont on fait un objectif militaire parfaitement ciblé au cœur d'une ville moderne ?

Si les USA payent Israël, et s'ils s'accommodent, voire manœuvrent eux-mêmes pour le maintien en profondeur d'une situation de guerre, c'est pour avoir cette expérience menée en temps réel, et y puiser l'expérience qu'ils ne veulent pas avoir par eux-mêmes. Une expérience qu'ils pourront utiliser pour les conflits de demain, aux quatre coins du monde, partout – et les endroits sont nombreux- où des masses opprimées peuvent se révolter contre leurs oppresseurs nationaux, larbins des grands du monde impérialiste. Une expérience enfin utile pour le cas où les révoltes populaires du tiers-monde finiraient par toucher les frontières des pays riches (Mexique pour les USA, Europe de l'Est pour l'Europe), au risque qu'une contagion comportant un risque révolutionnaire les traverse alors.

Car la situation fondamentale d'Israël « un Etat juif minuscule qui risque d'être jeté à la mer par des masses arabes innombrables », c'est au fond la situation de l'impérialisme sur la planète. Les puissants vivent inévitablement les choses de cette même manière, même si l'état de délabrement des organisations de libération des opprimés peut les rassurer, dans la période actuelle. Comment une minorité dominante peut-elle imposer ses volontés et faire

durer son système d'exploitation sur des territoires et des populations dans des proportions de plus en plus gigantesques ? Cette question est celle de nos gouvernants, celle des puissants du monde conscients de ce qu'ils ont fabriqué à l'échelle mondiale. Si Israël fascine ces gens-là, c'est en cela : il apporte une réponse qui dit jour après jour que l'impossible est possible, avec cet art de changer de mode de fonctionnement, de la fermeté militaire à l'espoir de paix, pour préserver toujours l'essentiel.

On passe de dirigeants affichant un désir de paix à un Sharon belliqueux et guerrier, puis sans doute au bout d'un moment à l'inverse. On soutient les islamistes (contre les communistes) palestiniens, avant de les traiter de terroristes pour refuser de poursuivre un processus qui semblait à un moment bien engagé. L'essentiel est que le temps passe, et que l'exploitation continue. Les populations pauvres s'appauvrissent, les couches privilégiées sont de plus en plus riches, en Israël comme sur l'ensemble de la planète.

Dans ce laboratoire, on sait, en bon expérimentateur, que s'il est vital de trouver des moyens nouveaux pour l'avenir, il serait idiot de jeter à la poubelle les vieilles recettes. On sait que c'est dans une combinaison des unes et des autres qu'est la solution la plus intelligente. Alors, si les colonies de peuplement trouvent preneur, et si elles peuvent elles aussi ajouter du temps au temps, et faire gagner quelques poignées d'années, en compliquant la solution des problèmes, pourquoi s'en priver ?

Israël peut, du jour au lendemain, supprimer les fameuses colonies installées dans les territoires occupés. Cela avait été fait dans le Sinaï avant de le rendre à l'Égypte. Israël dispose de nombreuses options pour maintenir son système de domination sur la population palestinienne, comme aussi sur la population arabe de son propre pays, mais aussi sur des fractions pauvres ou opprimées de la population juive.

L'essentiel, c'est que le patron israélien, indépendance ou pas, dispose d'une main d'œuvre palestinienne si appauvrie, si émietlée, sans syndicat, qu'elle va chercher, forcément, à aller se faire exploiter chez lui. Et si ce patron n'est pas trop bête, il doit comprendre que les bouclages qui l'empêchent aujourd'hui de disposer de cette main d'œuvre aujourd'hui, servent à mener une politique d'affaiblissement qui puisse demain, éventuellement, garantir que cet ouvrier palestinien aura un besoin encore plus durable de lui. Il s'agit d'affaiblir d'avance les futurs concurrents qu'une solution qu'on dit pacifique, à deux États, amènerait au patron israélien. Les patrons européens pourraient avoir envie de disposer de cette main d'œuvre, encore moins chère que celle d'Europe de l'Est. En la faisant immigrer ici en Europe, qui en a bien besoin, ou encore en délocalisant certaines entreprises d'Europe vers la Palestine.

Un avantage à moyen terme pour Israël à maintenir une situation instable, de ce point de vue, c'est aussi de dissuader les éventuels investisseurs privés européens de venir les concurrencer. Pour l'heure, ce sont les États européens qui ont fait le pas d'investir sur la Palestine, c'est eux qui ont financé les infrastructures de l'Autorité palestinienne, avant qu'elle soit démolie en quelques semaines, militairement, par Israël. Mais en maintenant leur volonté d'aider à la construction d'un futur État palestinien, l'Europe dit à ses propres patrons qu'il y a là une bonne affaire à ne pas rater dès que l'occasion, un tournant dans la politique de guerre ouverte, commencera à être pris.

Leur calcul est que la politique actuelle du clan Bush déconsidère les investisseurs américains, et que ceux-ci ayant mauvaise image, les Européens auront toutes leurs chances, face à des japonais, ou à des puissances de second ordre d'Afrique ou d'Asie. Cela dit, le jour où les USA prendront le tournant et accepteront la mise en place d'une situation pacifiée, leurs investisseurs auront de nombreux atouts, et les tenants du futur État palestinien se laisseront sûrement convaincre aussi par eux, car si l'argent n'a pas d'odeur, il n'a pas non plus de mémoire.

A ce propos, il est clair que, notamment depuis le 11 septembre 2001, l'Europe a pris le parti de s'opposer bien plus nettement qu'auparavant aux choix américains en ce qui concerne le problème palestinien. Cela s'est renouvelé ces jours-ci. Si Bush s'est prononcé pour une mise à l'écart de Arafat, l'Europe s'est refusée à reprendre sa position. La Palestine est un territoire petit, donc relativement peu coûteux à influencer pour l'impérialisme européen, qui dispose de moins de moyens et de capital de ce point de vue que les États-Unis, et qui cherche à se faire une place dans le monde, en grignotant forcément sur celle des États-Unis.

C'est ce qui explique cette attitude européenne d'opposition régulière aux USA sur le problème palestinien, bien que l'Europe soit loin d'avoir réussi à s'unir sur le plan politique comme elle l'a fait sur le plan monétaire et financier avec l'euro. Bush remet aux calendes grecques un État palestinien ? L'Europe en propose un pour tout de suite, et se propose d'aider à sa mise en place. Son problème, c'est qu'Israël est traditionnellement soumis aux influences économiques et militaires des USA, que ses liens avec l'Europe s'ils existent effectivement sont encore récents, sans doute insuffisants, et qu'Israël continue d'autant plus de jouer en duo avec les USA que ceux-ci ont su, ces derniers temps, se montrer très conciliants avec Israël. Il n'est d'ailleurs pas impossible que cette attitude relativement nouvelle des USA, qui avant le 11 septembre, n'hésitaient pas à remettre Israël en place dès qu'il prenait une initiative, soit due à cette intervention devenue plus active de l'Europe. Et que les USA cherchent ainsi à refuser à celle-ci de réussir trop facilement son entrée sur la scène politique mondiale de l'après 11 septembre.

Inutile de dire, que de notre point de vue, les masses palestiniennes n'ont pas plus à attendre de l'Europe que des États-Unis, même si les apparences actuelles donnent le beau rôle à l'Europe. Car quel État soutiendrait l'Europe ? Les masses qui ignorent la nature profonde de l'impérialisme ignorent, aussi, qu'il est impossible à notre époque qu'un État se construise seul, hors de l'influence et de la domination des puissances mondiales.

L'État dont rêvent les palestiniens, bâti sur le modèle de l'Algérie (ou même de Cuba, mais ce n'est le discours d'aucun dirigeant en vue aujourd'hui) se retrouverait naturellement comme l'endetté des grandes puissances, le redevable des États qui l'auraient autorisé à naître, le réservoir de main d'œuvre pauvre de la région, et d'Israël en premier lieu. Et son armée en particulier serait presque inévitablement une force d'oppression qui dirait à son peuple qu'il n'a pas le droit de la contester, comme le fait l'armée algérienne en s'affichant héros de la libération nationale.

L'autre solution, celle sur laquelle nous proposons, nous, de réfléchir, c'est le combat pour un État unique pour les peuples juif et palestinien, et libéré des liens de domination et d'exploitation, tout d'abord entre juifs et arabes. Par voie de conséquence, il aura comme programme de servir d'exemple aux autres peuples qui ont le même problème. Imaginons deux secondes l'impact moral d'une telle réalisation, d'une telle tentative. Elle apporterait lumière et espoir aux quatre coins de la planète. Parce que c'est partout que l'impérialisme a empêtré les peuples dans des guerres de religion, de clans, de tribus ou autres divisions intestines entre des peuples en réalité très proches.

Et si une telle solution serait effectivement un phare lumineux pouvant servir de guide universel, pourquoi donc ne pas la dire, comme nous le demandent au fond ces deux lecteurs de l'Ouvrier ? C'est que le courant de pensée dominant, fabriqué par les puissants en place, a multiplié les conditions qui font que cette solution ne paraît ni possible, ni souhaitable, même aux yeux des gens qui se veulent progressistes. D'autres modes de lutte sont au contraire glorifiés. Depuis que le mur de Berlin s'est écroulé, et l'ex-URSS à sa suite, les peuples qui entrent en lutte pour une libération même partielle, n'ont plus l'espoir de trouver de soutien d'aucun État à travers le globe. Cette situation qui peut paraître, à première vue, désespérée, a

accouché de ce moyen de lutte qui fait la une des journaux, au point qu'on en oublie l'origine réelle : les attentats-suicides contre des civils.

Au Moyen-Orient en tout cas, cette pratique est assez récente. Comparée à la lutte du peuple palestinien, qui a maintenant plus de cinquante ans d'âge, elle en est à l'adolescence, à peine. Des attentats-suicides, on en trouve et on en a trouvé de temps à autre dans l'histoire. Mais qu'ils choisissent pour cible des civils, c'est une invention qui date de 1993, et qui a été le fait du Hamas palestinien. Auparavant, les cibles étaient véritablement militaires, ou alors politiques, au pire symboliques (délégation israélienne aux Jeux olympiques). Une fatwah, un décret religieux, a été nécessaire, pour que cette pratique entre en scène. Et il a été décrété par un cheikh du Hamas que « toute la société israélienne est militaire ». C'est très exactement l'argumentation du rédacteur de « Celia ».

Mais dire cela en Palestine ou en France, ce n'est pas la même chose. Oser écrire, en France, que tout israélien est un militaire, donc une cible juste, oblige à être conscient au moins que l'on est soi-même aussi, dans ce pays impérialiste, l'un des puissants du monde du monde impérialiste, une cible tout aussi juste, a priori. Car si tout israélien, sans exception, est complice de la domination de son Etat, il en serait de même de tout Français, de toute française, vis-à-vis des pays africains, et plus encore. Et s'il faut faire des exceptions, par exemple pour les rédacteurs de « Celia » qui se disent anti-impérialistes, pourquoi en faire en France, et pas en Israël. Au fond, n'est-ce pas la France, l'Europe, qui font avec les USA le socle sur lequel s'érige le sous-impérialisme israélien ?

Tout ce qui brille n'est pas or. Et tout ce qui se dit révolutionnaire ne l'est pas forcément. C'est tout le mode de raisonnement révélé par la lettre de « Celia » qui est en cause. Un raisonnement mécaniste, où l'on s'ingénie à souligner ce qui oppose deux camps, pour mieux obliger à choisir une politique : celle d'Arafat, un temps au moins considéré par les Etats-Unis (et encore aujourd'hui par l'Union européenne), comme un interlocuteur valable. Eh bien, notre vision n'est pas celle-là.

Notre camp, notre mode de lutte, sont à construire. Il n'est pas déjà existant, prêt à être repris et amplifié, tel qu'on peut le trouver déjà, pas plus en Palestine aujourd'hui, qu'hier en ex-URSS ou dans les pays de l'Est. Le marxisme enseigne une autre manière de raisonner, dialectique : notre solution, nous la trouverons au cœur des contradictions du système lui-même. Par exemple, l'une de ces contradictions a fabriqué des Israéliens, justement, capables, peut-être, si un travail politique est entrepris, d'adhérer à l'idée d'un Etat unique multinational, et pourquoi pas socialiste.

Dans les années 1968 et ensuite, on trouvait de nombreuses organisations à l'extrême-gauche, pour développer une telle idée. Et puis, avec les reculs qui ont suivi 1974, la crise mondiale, puis en 1990 l'écroulement du camp dit soviétique, cette position est devenue rare, voire rarissime. Il faut noter que les camarades du journal Partisan, ont maintenu cette idée, et l'ont redit encore lors des événements d'avril-mai 2002 en Palestine. C'est un point qui nous rapproche.

« Les gens de « Celia » nous disent : la lutte des palestiniens, *« ce n'est pas une lutte de classes pour la Révolution socialiste. C'est une lutte de libération nationale contre le colonialisme »*. Si on observe les choses de loin, il est hélas vrai que le côté socialiste de la lutte ne ressort guère actuellement. Mais est-ce là un choix librement fait par la population palestinienne, et en particulier par les couches les plus pauvres, les plus opprimées de cette population ? Non, bien sûr. De toute façon, les masses exploitées ne connaissent, jamais, au départ de leur lutte, les idées et les idéaux socialistes. Le socialisme est une connaissance qui nécessite conscience et éducation de longue haleine. Les militants anarchistes espagnols ont ainsi éduqué les paysans, les ouvriers espagnols, avant que leur lutte, lorsqu'elle prend un nouveau tournant en 1936, s'empare largement d'un contenu socialiste révolutionnaire. Les militants ouvriers et intellectuels parisiens sous le Second Empire en avaient fait autant à

Paris au cours des mois et des années 1860, de sorte que les masses laborieuses de Paris ont aussi mis un contenu socialiste, révolutionnaire, à la révolte formidable de 1871.

A la différence de la conscience socialiste, communiste, l'aspect revendicatif, syndicaliste, ou nationaliste des choses semble venir naturellement aux masses. Car c'est un aspect que tolère la société bourgeoise, qu'elle véhicule elle-même, notamment au travers des manières de lutter et de revendiquer des diverses couches petites-bourgeoises. Le socialisme, lui, nécessite, un apport différent, et ne bénéficie d'aucun exemple pré-existant. Il ne peut venir spontanément. Et aucune révolution socialiste n'a jamais débuté avec ce contenu. La révolution allemande de 1919 ne revendiquait au départ que la paix, la révolution russe de 1917 aussi, ainsi que la terre aux paysans.

C'est justement le travail des militants socialistes que d'apporter cet autre contenu, que personne, sinon, ne leur apporterait. Si 1917 a finalement échoué, c'est que cet apport a encore été insuffisant, est arrivé trop tard, ou a bénéficié de trop peu de moyens.

Dans le passé aussi, il s'est toujours trouvé des tendances pour dire que l'heure n'était pas à la Révolution socialiste, que seule une lutte nationale, ou démocratique, était à l'ordre du jour. Ils s'appelaient les Mencheviks en Russie, les Social-démocrates en Allemagne. Et si on étudie un tout petit peu cette histoire, on voit aussi que parmi ces gens-là, certains peuvent faire bien plus que de décider que les masses ne sont pas encore en état de se libérer complètement : ils se mettent du côté de l'ordre en place pour empêcher les révolutionnaires, et ils affrontent les masses lorsque, en dépit de leur avis, elles reprennent ces idées à leur compte.

« Celia » écrit que le fait que 70% des Israéliens sont d'accord avec Sharon est un obstacle insurmontable à une attitude internationaliste ! De tels révolutionnaires seront impuissants devant la moindre réalité sociale. Ils attendent peut-être que la majorité des Israéliens soient opposés à Sharon ? Parce que c'est la majorité qui compte ?

30%, ou même 10%, voire un seul pour cent d'une population, cela nous suffit, à nous révolutionnaires, pour faire un levier qui soulève le monde et l'avenir. Alors renoncer ainsi, c'est renoncer pour toujours. C'est ne pas y croire. C'est ne pas être révolutionnaire.

V

le 29/6/2002